

ENFO PRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

5° année / N°209

Du 20 au 26 février 1987

POLITIQUE

Les violations des droits de l'homme se poursuivent
Des syndicalistes contre la violence
Le gouvernement dissimule la violence
Selon la police, les familles de disparus sont paranoïques
La violence n'est pas aussi alarmante
Le chef de l'état major démissionne
Appui guatémaltèque à la "Contra"
Le gouvernement négocie une augmentation de l'assistance
militaire américaine
Cerezo en Amérique du sud
Selon le PSD, le patronat est le secteur le plus favorisé

ECONOMIE

La fonction du CADESCA est prolongée

INSURRECTION

L'armée souffre 15 pertes dans un affrontement armé
Six soldats et un officier tombent dans une embuscade

MOUVEMENT POPULAIRE

Les fonctionnaires demandent des augmentations salariales
et la fin de la violence
Des syndicalistes proposent des mesures pour affronter la
crise
La réforme agraire, une nécessité urgente

DROITS DE L'HOMME

La police antinarcotiques impliquée dans un enlèvement
De nouveaux cadavres de séquestrés sont découverts
Deux jeunes filles blessées dans une perquisition extra-
judiciaire
Des agriculteurs blessés dans un attentat

4° P. 12315

POLITIQUE

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SE POURSUIVENT

Les violations des droits de l'homme se poursuivent au Guatemala, a affirmé l'argentin Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980, en visite au Guatemala, après avoir accepté la proposition du Groupe d'Appui Mutuel (GAM) de faire partie d'une commission qui enquêterait sur le sort des Guatémaltèques enlevés.

Le militant des droits de l'homme, après avoir visité des villages modèles et des pôles de développement, a déclaré que ces communautés créées et administrées par l'Armée et maintenues par le gouvernement civil étaient des "centres de concentration" où ceux qui y habitent, "vivent dans une situation de survie".

Pour sa part, Prospero Penados, archevêque de la capitale, a exprimé son accord avec les déclarations de Perez Esquivel en affirmant qu'au Guatemala, "il y a des enlèvements, des assassinats, beaucoup de violence, et l'homme est bafoué".

DES SYNDICALISTES CONTRE LA VIOLENCE

A travers plusieurs communiqués publiés les 17, 18 et 19 février, le Syndicat des Travailleurs de l'Industrie Centraméricaine du Verre (STICAVISA), la Confédération d'Unité Syndicale du Guatemala (CUSG) et la Coordination Générale des Travailleurs du Guatemala (CGTG) ont exigé du gouvernement que cessent la violence politique et la répression contre les secteurs syndicaux et les citoyens en général.

Les syndicalistes s'accordent à affirmer que le gouvernement de Vinicio Cerezo brime les droits des travailleurs et effectue une "persécution systématique" contre les ouvriers organisés.

LE GOUVERNEMENT DISSIMULE LA VIOLENCE

Le journal télévisé "Aqui el Mundo" a affirmé le 23 février que la police nationale se chargeait du transfert des cadavres à la morgue afin de dissimuler l'indice élevé de violence existant dans le pays.

Analysant la nouvelle mesure gouvernementale qui retire cette tâche aux corps de secours, le journal a souligné que le travail de la police nationale a pour but de cacher la violence quotidienne et a qualifié cette décision de "typiquement fasciste".

SELON LA POLICE, LES FAMILLES DE DISPARUS SONT PARANOIAQUES

Le 9 février, Carlos Escoto, porte-parole de la police, a qualifié de "paranoïaques" les membres du GAM, ainsi que Madame Alma Veronica Fratti de Lopez qui avait dénoncé l'enlèvement et la disparition de son mari, Carlos Humberto Lopez Chavez, le 12 février, par des agents de la brigade d'investigations spéciales et des narcotiques (BIEN).

"Si un homme était séquestré sur la Lune, ceux du GAM diraient que la police est responsable, car ils souffrent de confusion et de sentiment paranoïaques contre l'institution", a dit Escoto.

LA VIOLENCE N'EST PAS AUSSI ALARMANTE

"La violence n'est pas aussi alarmante que le présentent les moyens de communication qui la mesurent au nombre de minutes ou de centimètres carrés qu'ils lui consacrent", a affirmé, le 19 février, Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur.

Rodil conduit une délégation de fonctionnaires civils, militaires et de la police qui est partie le 20 février pour Washington afin d'y suivre un cours d'"antiterrorisme" donné par des spécialistes nord-américains.

LE CHEF DE L'ETAT MAJOR DEMISSIONNE

Le 23 février, Roberto Letona, porte-parole de l'Armée, a annoncé que le général Edilberto Letona Linares, chef de l'état major de l'armée, démissionnait de sa charge pour "raison de santé".

Il sera remplacé dans l'immédiat par le général Augusto Caceres Rojas.

Le porte-parole a ajouté que le militaire, qui avait été nommé il y a moins d'un mois à ce poste, était revenu récemment des Etats Unis où il s'était rendu pour recevoir des soins médicaux.

APPUI GUATEMALTEQUE A LA "CONTRA"

Un article publié le 24 février par le journal mexicain "La Jornada" révèle qu'un réseau clandestin de militaires, de chefs d'entreprise et d'hommes politiques d'extrême droite guatémaltèques fournit appui logistique et armes à la contre-révolution nicaraguayenne.

Selon cet article, quelques deux mille tonnes de matériel destiné à la "Contra" ont transité par l'aéroport international "La Aurora" de la capitale guatémaltèque entre 84 et 86, et des agents israéliens ont vendu des armes aux antisandinistes en utilisant le territoire du Guatemala.

"La Jornada" affirme que plus récemment des informations en provenance de Washington et de Lisbonne soulignent que le Guatemala a servi d'intermédiaire, à partir de 85, à l'envoi d'environ 800 tonnes d'armes à la "Contra", grâce à l'aval du général Cesar Augusto Caceres, qui vient d'être nommé chef de l'état major de l'armée.

LE GOUVERNEMENT NEGOCIE UNE AUGMENTATION DE L'ASSISTANCE MILITAIRE AMERICAINE

Le 22 février, Oscar Padilla Vidaurre, ambassadeur du Guatemala à Washington, a annoncé que le gouvernement du président Vinicio Cerezo commencera des démarches visant à obtenir une augmentation de l'assistance militaire des Etats Unis en 1987.

Le diplomate a fait savoir que l'on espérait obtenir une aide militaire d'environ 20 millions de dollars pour cette année.

CEREZO EN AMERIQUE DU SUD

Le président Vinicio Cerezo a commencé, le 21 février, une tournée dans plusieurs pays sud-américains avec l'objectif déclaré d'élargir son espace politique à l'extérieur, d'obtenir un appui à sa politique de "neutralité active", d'expliquer les résultats de la réunion des quatre présidents centraméricains à San José de Costa Rica, de connaître la problématique économique des pays de la région, de discuter de la question de la dette extérieure et de donner forme aux accords bilatéraux dans les domaines économiques et culturels.

Après un séjour de 14 heures dans la capitale péruvienne où il s'est entretenu avec le président Alan Garcia, Cerezo est parti le 22 février pour Buenos Aires où il a loué la loi de "point final" décidée par le gouvernement argentin pour en finir avec le jugement des militaires accusés de violation des droits de l'homme.

La tournée se terminera par une visite en Uruguay et une escale technique en territoire brésilien.

SELON LE PSD, LE PATRONAT EST LE SECTEUR LE PLUS FAVORISE

Le 19 février, Luis Zurita Tablada, secrétaire général adjoint du Parti Socialiste Démocratique (PSD), a déclaré que le plus grand bénéficiaire de la politique économique et sociale du gouvernement démocrate-chrétien était le patronat et en particulier le secteur des agro-exportateurs qui en 86 avait fait un profit global supérieur à l'ensemble du budget de l'Etat, estimé à un milliard de dollars.

L'homme politique a affirmé qu'au Guatemala devait être appliquée une réforme agraire intégrale afin que soit modernisée, au bénéfice du peuple, la production agricole. Il a également considéré comme "indispensable" que soit établie une réforme fiscale qui touche les grandes fortunes.

ECONOMIE

LA FONCTION DU CADESCA EST PROLONGEE

Au cours d'une déclaration faite le 19 février à Managua, les délégués latino-américains de la IV réunion du comité d'appui au développement économique et social en Amérique Centrale (CADESCA) ont décidé de maintenir les activités de cet organisme pour les deux années à venir.

L'acceptation de la demande présentée par les cinq gouvernements centraméricains permettra au CADESCA, bras économique du Groupe de Contadora, de compléter plusieurs programmes d'aide au développement qui sont en cours de réalisation.

INSURRECTION

L'ARMEE SOUFFRE 15 PERTES DANS UN AFFRONTMENT ARME

Selon un communiqué insurgé diffusé le 23 février, des forces de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont attaqué deux pelotons de l'armée gouvernementale installés dans la propriété de La Felicidad, commune de Pochuta, département de Chimaltenango, et ont blessé ou tué quinze soldats.

Le 19 février, veille de cette action, une autre unité insurgée a occupé la plantation de café El Pacayalito, dans la même commune, où une réunion politique a eu lieu avec les habitants et les travailleurs.

Avec cette action, le nombre des pertes dont a souffert l'armée dans cette région depuis le 18 janvier dernier s'élève à 51.

SIX SOLDATS ET UN OFFICIER TOMBENT DANS UNE EMBUSCADE

Selon un communiqué de l'Armée diffusé le 23 février, le capitaine Hugo Bermudez a été tué et six soldats ont été blessés dans une embuscade tendue par les forces rebelles à l'armée gouvernementale dans le village de Lo de Batres, département d'El Peten.

Dans cette région, opèrent habituellement les Forces Armées Rebelles (FAR), qui avec l'ORPA et l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) composent l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG).

MOUVEMENT POPULAIRE

LES FONCTIONNAIRES DEMANDENT DES AUGMENTATIONS SALARIALES ET LA FIN DE LA VIOLENCE

Des représentants de l'Association Nationale des Employés Publics (ANEP) ont rencontré le 19 février à midi le président Vinicio Cerezo afin de lui présenter leurs revendications d'augmentation salariale pour 1987.

Pendant la réunion, les dirigeants syndicaux ont posé le problème de la violence, ainsi que celui de l'augmentation du coût de la vie qui rend impossible la satisfaction des besoins avec les salaires actuels. Ils ont demandé, pour cette raison, une augmentation mensuelle d'au moins cent quetzals, ce qui équivaut à environ 40 dollars.

DES SYNDICALISTES PROPOSENT DES MESURES POUR AFFRONTER LA CRISE

L'Unité d'Action Syndicale (UAS), composée par quatre fédérations ou confédérations syndicales, a présenté le 17 février au président Vinicio Cerezo une proposition en cent points pour résoudre, ou au moins atténuer, la difficile crise socio-économique que vit le pays.

La proposition syndicale souligne la nécessité d'une résolution immédiate au problème de la propriété de la terre et l'abandon du décret gouvernemental qui élève le prix de l'électricité. Elle propose en outre une politique de contrôle des profits du patronat et de contrôle des prix.

L'ensemble de revendications demande également une augmentation générale des salaires et une "réponse positive" aux exigences du GAM.

LA REFORME AGRAIRE, UNE NECESSITE URGENTE

Le 22 février, la Confédération d'Unité Syndicale du Guatemala (CUSG) s'est adressée par écrit à l'Union Nationale Agricole (UNAGRO), l'une des principales organisations professionnelles du secteur privé, afin de lui exposer la "nécessité urgente d'une réforme agraire" qui ne se limite pas à la simple répartition de terres.

Selon la CUSG, les agro-exportateurs doivent réfléchir à ce problème, car "l'adhésion à des positions qui représentent un passé obscurantiste est actuellement hautement négative, ainsi que dangereuse".

DROITS DE L'HOMME

LA POLICE ANTINARCOTIQUES IMPLIQUEE DANS UN ENLEVEMENT

Le 17 février, Alma Veronica Fratti Quan a dénoncé l'enlèvement de son mari, Carlos Humberto Lopez Chavez, le 12 février, dans un quartier du centre de la capitale, par un groupe d'agents de la brigade d'investigations spéciales et des narcotiques (BIEN) de la police nationale.

L'épouse du disparu a ajouté que l'enlèvement avait été effectué par des policiers habillés en civil, qui surveillaient depuis plusieurs jours le domicile de la victime et avaient déjà procédé le 16 décembre à une perquisition sur ordre judiciaire.

Par ailleurs, le même jour, Juan Carlos Castellanos, 23 ans, a été enlevé dans de semblables conditions, alors qu'il était entrain de garer sa voiture dans un quartier résidentiel du sud de la capitale. L'information a été donnée par la mère de la victime, Maria del Carmen Quezada de Castellanos.

DE NOUVEAUX CADAVRES DE SEQUESTRES SONT DECOUVERTS

Les cadavres, portant des traces de tortures et de blessures par balles, de Basilio Lopez Martin, 32 ans, et Rodolfo Lopez Padilla, 26 ans, qui avaient été enlevés les 11 et 14 février derniers dans le département de San Marcos et dans celui de Santa Rosa, ont été retrouvés le 16 février dans ces mêmes régions.

Le même jour, la presse a fait savoir que le paysan Ismael Lorenzo Mauricio, 22 ans, avait été enlevé par un groupe d'individus fortement armés dans la communauté de La Joya, commune de San Pablo, département de San Marcos.

DEUX JEUNES FILLES BLESSEES DANS UNE PERQUISITION EXTRA-JUDICIAIRE

Le 22 février, des organismes de secours ont fait savoir que Rosa Delia et Vilma Casasola, de 13 et 16 ans, avaient été grièvement blessées au cours d'une perquisition sans ordre judiciaire réalisée par un groupe d'individus, à leur domicile, dans la ville de Zacapa, à l'est du pays.

DES AGRICULTEURS BLESSES DANS UN ATTENTAT

Selon des articles de presse publiés le 23 février, les agriculteurs Carlos Hector Diaz, 24 ans, et Luiz Antonio Gonzales Pinto, 31 ans, ont été blessés par balles dans un attentat qui a eu lieu le 21 février dans la commune de

Guanagazapa, département d'Escuintla, au sud du pays. L'attentat a été perpétré par un groupe d'individus qui a agi dans la plus totale impunité, et dont le mobile n'était pas le vol.

Par ailleurs, l'enfant Lucas Lopez, 11 ans, a été assassiné par un groupe d'inconnus qui a également grièvement blessé son père, Lucilo Lopez Hernandez, le 22 février, dans la ferme El Rosal, commune de San Jose, du même département. Enfin, Haroldo Reyes Garrido, 30 ans, a disparu le même jour, alors qu'il sortait de chez lui, dans la commune d'Amatitlan, département de Guatemala.